

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 GRAVELINES

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/04/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EVIOSYS PACKAGING France SAS

Boulevard Industriel
BP 209 - Outreau
62200 BOULOGNE SUR MER

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G2\EVIOSYS_ ExCROWN
EMBALLAGES FOOD FRANCE_BOULOGNE SUR MER_070.00869\2_INSPECTIONS\2022-04-
05_INCENDIE_CF\à signer\EVIOSYS_OUTREAU_Rapvi_0007000869.odt

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/04/2022 dans l'établissement EVIOSYS PACKAGING France SAS implanté Boulevard Industriel BP 209 - Outreau 62200 BOULOGNE SUR MER . Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite fait suite à l'incendie qui a eu lieu dans la nuit du 30 au 31 mars 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EVIOSYS PACKAGING France SAS
- Boulevard Industriel BP 209 - Outreau 62200 BOULOGNE SUR MER
- Code AIOT dans GUN : 0007000869
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société EVIOSYS PACKAGING France (ex- CROWN EMBALLAGE) exploite sur le territoire de la commune d'Outreau une usine de production d'emballages métalliques alimentaires.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- L'incendie qui a eu lieu sur le site dans la nuit du 30 au 31 mars 2022.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
chronologie de l'incendie	Autre du 31/03/2022,	/	Sans objet
INCIDENTS OU ACCIDENTS	AP Complémentaire du 24/10/2019, article 2.5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'incendie a été géré et aucun impact n'a été relevé.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : chronologie de l'incendie

Référence réglementaire : Autre du 31/03/2022, article
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
Prescription contrôlée : Chronologie de l'incendie
<p>Constats : Un incendie a eu lieu sur le site de la société EVIOSYS, sur la commune de OUTREAU le jeudi 31 mars 2022.</p> <p>Des travaux en toiture, réalisés par la société ATTILA ont eu lieu le mercredi 30 mars . Il s'agissait de soudage sur revêtement bitume. Un permis de travaux à haute température a été réalisé le 30 mars à 07h30. La vérification finale du chantier a eu lieu le 30 mars à 21h35, elle consiste en : "la zone de travail et toutes les zones adjacentes exposées à des étincelles ou de la chaleur, et notamment les étages supérieur et inférieur et l'autre côté des murs, ont été inspectées après la patrouille finale (quatre heures après la fin des travaux à haute température)." Ceci a été relevé sur le permis de travail à haute température n°98441.</p> <p>Ensuite, lors du changement de poste, vers 22h, les employés ont senti une odeur de brûlé au niveau des vestiaires sans en trouver l'origine, ni constaté de fumée. c'est vers 2h30 du matin, qu'un dégagement de fumée entre deux poutres bétons situées au plafond est apparu.</p> <p>La production a été stoppée, l'usine évacuée et les pompiers alertés. Le système d'astreinte a été engagé et M.DEBEIR (directeur de site) et M. LEMOYNE se sont rendus sur site. Les pompiers ont arrosé le feu qui couvait entre les poutres en enlevant le joint de dilatation apparent. Les pompiers ont quitté les lieux vers 05h00 et le personnel a continué de suivre la température de la zone grâce à une caméra thermique. L'usine a ensuite redémarré son activité vers 06h00. Pas de dégât sur l'outil de production, pas d'eaux extinction incendie à confiner vu la position et la nature du feu.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : INCIDENTS OU ACCIDENTS

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/10/2019, article 2.5
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection de l'Environnement les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement. un rapport d'accident ou, sur demande de l'Inspection de l'Environnement, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'Inspection de l'Environnement. il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour palier les effets à moyen ou long terme.
Constats : L'inspectrice du site n'a pas été informée de cet incendie directement par l'exploitant. Elle l'a appris par la presse. L'exploitant l'en a informé le vendredi 1er avril par courriel. Lors de l'inspection du mardi 5 avril, il a été demandé à l'exploitant: - d'avertir au plus tôt l'inspection des installations classées, si un autre incident et/ou accident devait se produire; - d'envoyer au plus vite à la préfecture le rapport d'incident répondant à l'article 2.5 de son arrêté préfectoral.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet